

**Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2025- 0047**

**du 25 MARS 2025**

**portant mise en demeure de la société TCP DEVELOPPEMENT  
de régulariser la situation de l'installation de stockage  
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de SENS**

Le Préfet de l'Yonne,

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6 à L.172-2 et suivants, L.511-1, L.512-2 et L.514-5 ;

**VU** le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et ouvrant certaines rubriques au régime de l'enregistrement, notamment la rubrique 1510 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2009-0273 du 6 juillet 2009 autorisant la société TCP DEVELOPPEMENT à exploiter une activité de stockage sur le territoire de la commune de SENS ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 10 janvier 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté transmis le 10 janvier 2025 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.2.4. de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2009-0273 du 6 juillet 2009 dispose :

*« Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.6.4. de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2009-0273 du 6 juillet 2009 dispose :

*« L'exploitant dispose a minima de :*

- 3 poteaux incendie implantés dans un rayon de moins de 100 mètres du site. Ces poteaux fournissent un débit simultané de 200 m³/h ; [...] »*

**CONSIDÉRANT** que l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé dispose :

*« [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. » ;*

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 13 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions précitées :

- l'exploitant n'a pas procédé à la réalisation des travaux de mise en conformité préconisés dans l'étude technique foudre réalisée du 1er au 3 juillet 2020 ;
- l'exploitant n'a pas justifié le débit simultané de 200 m<sup>3</sup>/h des 3 poteaux incendie du site, ce point ayant déjà été relevé lors de la précédente inspection des installations classées en date du 28 février 2019 ;
- l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie au cours des 3 dernières années.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.2.4 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral susvisé et à l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé ;

**CONSIDÉRANT** qu'en l'absence de respect des dispositions précitées, la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ne peut être garantie ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société TCP DEVELOPPEMENT de respecter les prescriptions des articles 7.2.4 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral susvisé et l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé ;

**SUR** proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1 – Mise en demeure**

La société TCP DEVELOPPEMENT, exploitant une installation de stockage située 3 boulevard des Vauguilletes à SENS (89100), est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 7.2.4 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 susvisé en réalisant les travaux de mise en conformité préconisés dans l'étude foudre précitée ;
- **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions prévues à l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009 susvisé en justifiant que les trois poteaux incendie du site fournissent un débit simultané de 200 m<sup>3</sup>/h ;
- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé en réalisant un exercice de défense contre l'incendie basé sur les scénarios de l'étude de dangers.

## **ARTICLE 2 – Sanctions**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu dans ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 – Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à la Société TCP DEVELOPPEMENT.

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 4 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- 2° Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de la transition écologique d'un recours hiérarchique, ce qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet).

## **ARTICLE 5 – Exécution**

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Madame la Sous-préfète de Sens,
- Monsieur le Maire de SENS,
- Monsieur le Directeur départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL.

Fait à Auxerre, le **25 MARS 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète,  
Secrétaire générale

  
Pauline GIRARDOT